

Mes souvenirs d'une vie ouvrière et militante.

Je suis né en Auvergne et j'ai vécu ma jeunesse dans un petit village du puy de dôme, Plauzat. Je suis le cadet d'une famille de 8 enfants. Mais après le décès de ma mère à 32 ans, mes plus jeunes frères et sœurs vont être élevés par des oncles et tantes. Nous n'avons donc pas grandi ensemble. Etant le 2^{ème} de la famille je suis resté avec mon père et mes frères les plus âgés. Pendant toute ma scolarité j'étais en pension la semaine, et je rentrais le weekend et les vacances scolaires.

Je vais faire mon apprentissage à 15 ans et demi, dans le petit garage où je travaillais pendant les vacances, pour me faire un peu d'argent. Passionné de mécanique, je garde un bon souvenir de cette époque malgré la dureté du travail, et les journées à rallonge.

Le patron était plutôt sympa, et surtout il m'apprenait bien le métier. Je ne servais pas qu'à exécuter les tâches les plus ingrates, comme c'était le cas de bien des apprentis. J'avais une semaine d'école par mois. J'ai échoué au Certificat d'Aptitude Professionnel (CAP), car je ne faisais pas le poids en théorie.

J'ai fait plusieurs autres garages par la suite, puis mon service militaire à Salon de Provence. En rentrant de l'armée j'ai fait 2 mois dans une station service, 10 jours dans une entreprise de travaux publics, et un mois au ramassage des pommes chez un paysan. J'ai tenté de rentrer chez Michelin à Clermont Ferrand mais je n'ai pas été pris à la suite de mes tests d'embauche.

Une sœur de ma mère qui vivait à Paris, est descendue en auvergne et m'a dit que la SNCF avait du mal à recruter sur la région parisienne. J'ai donc fait ma demande et dans les 15 jours qui ont suivi, le 21 novembre 1977, j'embauchais au dépôt de Paris Sud Ouest à Ivry sur Seine.

I.1ère période : mon apprentissage des luttes

Je tombe dans un monde complètement nouveau pour moi, dans une grande ville et dans une grande entreprise.

J'embauche au service intérieur, chargé de la manutention en tous genres, aujourd'hui appelé « logistique ». Nous sommes chargés du classement des locomotives dans leur ordre de départ ou de la mise en place de celles-ci dans l'atelier pour la maintenance. Mais ça pouvait être aussi : réveiller les conducteurs et faire les lits au foyer des conducteurs ; aller chez eux avec une mobyette pour porter leur commande. Décharger les pièces détachées des wagons pour alimenter l'atelier etc...

Au service intérieur nous étions plus de 70 personnes, peu ou pas qualifiés, travaillant en 3x8, dimanches et fêtes ;

A l'atelier ils sont plus d'une centaine (130) dont la grande majorité est qualifiée et travaille essentiellement la semaine, très peu travaillant le dimanche.

Les conducteurs sont eux environ 600 répartis entre les trains grandes lignes (voyageurs et marchandises) et les trains banlieue. Au total, avec les administratifs et les annexes je travaille donc dans un établissement de plus de 1000 agents et dans une entreprise qui a encore plus de 260 000 agents.

Venant de ma province, ayant travaillé dans des entreprises d'à peine plus de 5 personnes, je n'avais aucune conscience de ce que pouvait être la force collective, les syndicats, les partis politiques. Je savais que les ouvriers votaient plus à gauche que les autres catégories sociales, et que s'ils faisaient grève c'est qu'il y avait une raison, et qu'il fallait être de ce côté. Mais ça n'allait pas plus loin. Aujourd'hui je me rends compte que ce n'était déjà pas si mal, tellement la conscience ouvrière a reculé.

Je vais donc arriver dans une période animée par les débats politique en cette fin des années 70. Il y avait de nombreux militants, surtout CGT PCF, qui entretenaient beaucoup d'illusions sur l'arrivée probable de la gauche au gouvernement. Mais aussi des militants beaucoup moins nombreux, ayant vécu Mai 68, qui eux croyaient dans les luttes de la classe ouvrière plutôt que dans les élections.

En janvier 1979 la CGT appelle les cheminots à une grève reconductible. Je ne me rappelle plus les raisons de cette grève. Les militants poussaient à la faire et à venir à l'assemblée générale (AG). J'avais déjà fait quelques grèves de 24h mais en restant à la maison, sans m'y intéresser plus que ça. Ce coup ci j'ai participé aux assemblées générales. Pour le novice que j'étais, j'avais du mal au début à comprendre les confrontations des militants. La salle était pleine, et les militants syndicaux monopolisaient la parole. Il y avait un échange souvent tendu entre les militants CGT et ceux de la CFDT. J'ai très vite compris que les uns CGT voulaient décider à la place des grévistes et que les autres organisés à la CFDT cherchaient à ce que ce soient les grévistes qui décident. Encarté nulle part, j'optais plutôt pour que ce soient aux grévistes de décider.

A la deuxième AG j'ai pris la parole pour dire que la grève n'appartenait pas à la CGT comme c'était écrit sur la banderole, mais aux grévistes. Je me suis très vite retrouvé entouré et menacé de cassage de gueule par un leader CGT. N'étant ni balaise ni méchant, j'avoue que je n'étais pas fier. Daniel Vitry (CFDT) s'est approché et lui a dit « si tu veux lui casser la gueule, tu devras commencer par moi ». Heureusement, ç'en est resté là.

L'assemblée générale était interservices les 2 premiers jours mais au troisième jour la CGT des sédentaires avaient réunis ceux-ci 1h avant l'AG commune et leur avait fait reprendre le travail. Du coup nous n'étions plus que 4 grévistes sédentaires dans une assemblée qui ne comportait plus que des roulants.

La grève va durer 1 ou 2 jours de plus. C'est donc dans cette grève que j'ai commencé à discuter avec Daniel qui m'a dit en gros qu'il y avait 2 manières de vivre l'exploitation, soit

en fataliste passant son temps à râler dans son coin, soit en s'organisant et en luttant collectivement pour améliorer son sort. Et il m'a aussi dit qu'il fallait faire de la politique. Il m'a prêté un livre sur une grève des cheminots au Sénégal : « Les bouts de bois de dieu ». On se reverra régulièrement en dehors de l'entreprise pour discuter plus sereinement.

C'est comme ça que je vais découvrir que Daniel est à la CFDT parce qu'il a été viré de la CGT à la suite de la grève de 1971. Il est plus à gauche que les militants du PCF, il milite à Lutte ouvrière, organisation trotskiste.

Daniel était la « bête noire » pour les militants de la CGT. Ils le critiquaient tellement qu'ils lui faisaient de la pub sans le vouloir. Quand Daniel intervenait, il était posé, réfléchi, et les cheminots l'écoutaient. Les militants de la CGT (PCF) apparaissaient comme des brutes voulant imposer leur point de vue, ce qui ne passait pas bien, surtout chez les plus jeunes.

Daniel m'a dit : « la gauche c'est nous, la force collective des travailleurs. Tous les acquis sociaux ont été imposés par les luttes des travailleurs. »

Et c'est le début de discussions lectures et pratiques sur le terrain avec Daniel, Michel et leur petit groupe gagné autour d'eux, pour imposer la démocratie ouvrière. Je vais adhérer à la CGT après une décision collective, pour tenter d'y gagner des adhérents CGT à la démocratie dans les luttes, ce à quoi, il faut bien le dire, nous ne réussissons pas. Daniel n'était pas un anti CGT. Il était pour un syndicat CGT démocratique où toutes les expressions ouvrières puissent y être défendues et où les responsabilités dans le syndicat ne devaient pas dépendre de son appartenance à un parti, mais du travail pour organiser les travailleurs qu'on fait autour de nous.

Parallèlement je discute en dehors de l'entreprise avec des militants de LO avec qui je vais apprendre beaucoup sur l'histoire du mouvement ouvrier : la commune de Paris, la révolution russe, Juin 36, mai 1968 etc. Je vais aussi découvrir le marxisme, le stalinisme, le trotskysme, l'impérialisme, le fascisme et bien d'autres sujets politiques qui permettent de comprendre ce monde.

Par exemple j'ai pris conscience de la responsabilité des pays riches dans la situation des pays qu'on appelait à l'époque le « tiers monde ». Un livre m'a beaucoup marqué c'est « Domitila », une femme de mineur bolivien qui raconte la vie des familles de mineurs, où les enfants vont très tôt dans les mines comme du temps de « Germinal ».

Je vais aussi participer aux bulletins LO du dépôt de Paris Sud Ouest.

1981, c'est la victoire de la gauche. Au dépôt il y avait des drapeaux rouges sur le poste d'aiguillage. L'euphorie était totale, et c'est vrai que voir la tête des élus de cette droite arrogante, en réjouissait plus d'un, même nous, qui n'avions pourtant aucune illusion sur les politiciens de gauche nouvellement élus.

4 ministres communistes vont être nommés au gouvernement dont Charles Fiterman à la SNCF et bien sûr on commence à entendre de la part des militants CGT PC que nous travaillons pour nous maintenant, qu'il ne faut pas partir avant l'heure etc...

A l'automne de cette même année 1981, il y a un sérieux mécontentement chez les plus jeunes de mon service. Nous en avons marre d'être des pions. Faisant les remplacements des postes, nous travaillons beaucoup le dimanche, les jours de fêtes. Nous remplaçons des collègues, de qualification supérieure, sans compensation. C'est du travail au rabais que nous n'acceptons plus. De plus nous voyons partir des anciens à la retraite au même niveau qu'ils étaient rentrés c'est-à-dire une vie entière au travail sans aucune évolution de carrière.

Parmi nous des collègues plus anciens, organisés par Daniel, faisaient des petites réunions syndicales régulières pour discuter des problèmes dans le service. En temps normal peu de monde y participait. Les services décalés ne facilitaient pas ces réunions et il y avait très peu de syndiqués dans ce service, contrairement à l'atelier et chez les roulants.

Mais cette fois ci le mécontentement est tellement fort que nous allons nous saisir d'une de ces réunions, et nous nous retrouvons à 25, avec une majorité de jeunes, très déterminés. Les organisateurs étaient dépassés, et nous ne savions pas quoi faire. Heureusement Daniel, qui avait entendu parler de ce mécontentement, est venu.

Et cela a été notre apprentissage de la lutte.

Il va nous aider à mettre sur papier nos revendications. Celles-ci portaient essentiellement sur des revalorisations de poste, une prime de « faisant fonction » pour ne plus travailler au rabais quand on remplaçait un agent de qualification supérieure, et d'autres points divers pour améliorer nos conditions de travail au quotidien. Daniel nous propose aussi de mettre parmi les revendications le paiement des jours de grève. Il nous explique que les patrons sont responsables de la grève et doivent donc la payer. Nous l'adopterons mais sans trop y croire.

Puis on va aborder le fait qu'il nous faut faire le tour du service pour gagner les autres collègues à la lutte, en tenant compte du problème de chacun, et rajouter leurs demandes sur le cahier revendicatif. Il s'agissait de nous renforcer dans la grève, mettre le maximum de chances de notre côté.

Après un tour de table nous nous sommes tous dit prêts à aller jusqu'à la grève reconductible chaque jour en assemblée générale. Et cela malgré les avertissements de Daniel selon lesquels ce serait difficile, et qu'on pouvait se battre et ne rien gagner. Daniel nous donnait tous les éléments pour qu'on décide nous mêmes, mais en toute conscience.

Voyant que ses avertissements n'ont pas entamé notre détermination Daniel nous a donné raison, nous expliquant que nous ne pouvions pas toujours subir sans rien dire, qu'il fallait de temps en temps relever la tête.

C'est aussi notre dignité que nous défendons dans nos luttes.

Puis Daniel nous a parlé du meilleur moyen de garder le contrôle de la grève, en se donnant une direction. : Le comité de grève. Celui-ci est ouvert à tous les volontaires syndiqués toutes tendances et non syndiqués. Son rôle est de veiller à l'exécution de toutes les décisions prises en assemblée générale. L'idée a tout de suite plu, surtout à nous les plus jeunes et les plus déterminés. Les volontaires ne vont d'ailleurs pas manquer. Ils seront élus par l'assemblée et révocables si besoin.

La discussion va continuer sur : partons-nous en grève, avec préavis comme la loi l'y oblige ou démarrons-nous sans préavis sachant que c'est illégal et qu'on risque une sanction ? Je faisais parti de ceux qui ne voulaient pas déposer de préavis, pour surprendre la direction. Après discussion on décide de faire un sondage parmi nous dans le service. L'important était de ne pas se diviser. Nous déposerons finalement un préavis selon l'avis général. Nous allons aussi nous adresser par tract, avant même la grève, aux cheminots de l'établissement (atelier, bureau administratif, et roulants). Un tract écrit à la main expliquant nos revendications et ce que nous avons décidé en cas de non satisfaction de celles-ci a donc été distribué dans tout l'établissement. C'est l'équipe de nuit qui l'a dupliqué sur la photocopieuse de l'établissement. Le lendemain, tout le monde était au courant.

Le service dans sa majorité va rentrer en grève. Celle-ci va durer 14 jours. La direction va mobiliser tous les chefs « traction » pour faire notre travail, et casser l'effet de la grève.

Chaque jour nous serons plus de 35, soit la moitié du service, en AG pour discuter et décider des suites à donner à notre grève et des actions à mener : piquets de grève, faire connaître notre grève sur le site en s'adressant aux autres cheminots, mais aussi dans d'autres sites, mise en place d'une collecte de solidarité etc...

Il y a eu des discussions parfois tendues sur « Barrer les voies ou s'adresser aux autres cheminots ». Parmi nous les plus jeunes, il y avait une illusion, qu'en barrant les voies, la direction serait obligée de reculer. Daniel sans s'opposer à l'idée, nous montrait que la Direction ferait débloquer les voies, soit par ses cadres, soit par la force publique. Et il insistait pour nous faire comprendre que si on devait en arriver là, il valait mieux que ce soit après avoir informé les autres cheminots des raisons de notre mouvement, pour que cette action soit mieux comprise. A chaque fois c'est ce qui permettait de maintenir l'unité qui l'emportait. Qui peut le plus peut le moins. Barrer les voies n'a jamais obtenu la majorité dans l'assemblée.

Cette grève n'a pas fait reculer la Direction sur le coup, mais par la suite nos revendications ont été prises en compte. Par exemple la prime de « faisant fonction » nous a été attribuée et bien d'autres améliorations nous seront apportées, et plus un seul poste en 3x8 et 2x8 ne se trouvait sur le plus bas niveau de la grille. La direction a pris en compte cette grève mais elle ne voulait pas que les concessions faites apparaissent comme une victoire de la grève. Mais nous, les grévistes, sommes convaincus que sans la grève on n'aurait jamais rien vu venir.

Avec l'aide de Daniel nous avons contrôlé et mené notre grève jusqu'au bout dans l'unité. Le syndicat CGT du site dont j'étais adhérent a critiqué la grève tout au long de celle-ci. Des responsables du secteur nous demandaient de quitter la grève, ce qu'un adhérent qui postulait pour devenir roulant va finir par faire. Le secrétaire de section CGT va tenter de nous virer de la salle syndicale où nous nous réunissions. Celui-ci nous dit que la salle appartenait aux organisations syndicales et surtout à la CGT parce qu'elle est l'organisation majoritaire.

A cela Daniel lui a répondu que la salle appartenait aux travailleurs et en priorité aux travailleurs en lutte. La tentative de coup de force du secrétaire de section CGT a échoué. Il

disait que la Direction ne nous recevrait pas. Mais celle-ci va finir par recevoir une délégation de grévistes élus et cela au niveau régional.

Leurs tracts que j'ai tous gardés étaient odieux. Nous étions selon eux, « manipulés par l'extrême gauche, les enragés des barricades, qui visaient à renverser Fiterman de son ministère ».

Daniel était organisé politiquement, il bénéficiait de l'aide de son organisation c'est incontestable. Mais il mit ces atouts au service des travailleurs en lutte comme il l'avait déjà fait en 1979 sur le chantier de la manœuvre d'Austerlitz. La CGT va d'ailleurs manifester vis-à-vis de ce conflit la même hostilité contre les grévistes, alors que la gauche n'était pas encore au gouvernement.

Le grand syndicat et le parti censés défendre nos intérêts, ne sont pas au côté des travailleurs en lutte, alors que ses militants nous parlent sans cesse de lutte dans ses tracts. Pire, il milite contre la grève cherchant à l'affaiblir, et à la dénigrer dans les autres services, et cela avec les moyens que leur donnent les travailleurs en votant pour eux.

A la suite de cette grève bien des cheminots y compris ceux de la CGT vont s'interroger, surtout à l'atelier, parmi nos camarades de travail les plus proches.

La CGT va perdre de sa superbe.

A l'atelier, des jeunes, dont Laurent Bannés un militant CFDT, qui étaient venus nous voir chaque jour pendant la grève, vont commencer à s'organiser autour de cette idée que la grève nous appartient.

Et bien des actions, débrayages seront organisés localement par la suite en dehors des responsables CGT du site.

Nous nous organisons à la base d'abord, créons un rapport de force qui oblige les responsables à suivre, même s'ils traînent la patte.

Le rapport de force commençait à changer chez les sédentaires. A un rassemblement CGT sédentaires, Daniel demande la parole, le responsable et permanent CGT du secteur lui dit « Ta gueule ». Toujours syndiqué à la CGT j'interviens en disant que je voulais entendre ce que Daniel avait à dire. Il part en amenant les responsables locaux CGT, mais les cheminots de l'atelier restent pour écouter Daniel.

Ecarté pour la deuxième fois des listes électorales pour les élections des représentants du personnel sédentaires, alors que j'avais le soutien de mon service et de bien des cheminots de l'atelier, je quitte la CGT et me présente sur les listes CFDT où je serai élu comme suppléant, aux côtés de Laurent Bannés titulaire. Nous allons talonner de très près la CGT. La démocratie ouvrière que nous cherchions à mettre en place dans toutes nos actions commençait à s'imposer.

Parallèlement la gauche au gouvernement, qui a fait quelques concessions au début de son mandat, va mener une politique anti ouvrière : blocage des salaires en 1982, attaques contre la sécurité sociale avec la mise en place du forfait hospitalier, des médicaments dits de « confort » et donc moins voir plus remboursés etc... Des grèves éclatent dans l'automobile. Les licenciement et fermetures de sites continuent. A la SNCF, sous Fiterman les baisses d'effectifs reprennent. Toutes ses raisons accentuent les déceptions décrédibilisant les

responsables CGT PC. Les ministres communistes vont quand même rester dans ce gouvernement jusqu'au mois de juillet 1984.

Et malgré le mécontentement, les directions syndicales n'organisent rien, que ce soit sur les sanctions ou sur les 35h. Pour les sanctions, les petites amendes inacceptables, vont être remplacées par des mises à pied. Ce qui veut dire une perte de salaire bien plus importante. La mise en place des 35h chez les cheminots postés, va déclencher bien des réactions dans des dizaines de sites, où les cheminots (surtout chez les sédentaires postés) s'opposent à l'application des 35h par la direction, qui n'améliore en rien les conditions de travail, voir les dégrade. Et surtout cela se fait sans embaucher.

Les Fédérations ne vont pas s'appuyer sur ce mécontentement. Elles vont appeler à 24h de grève après avoir laissé les différents conflits locaux s'user, isolés les uns des autres, par manque de perspective. Sur tous les tracts syndicaux, on pouvait lire avant « 35h pour tous et 6 heures de nuit maximum payées 8h ». Mais tout cela va peu à peu disparaître des revendications syndicales.

En 1985, ce sera le début d'une série de catastrophes ferroviaires (Flaujac 34 morts, Argenton 43 morts). La SNCF, se dédouane de ses responsabilités, en reportant celles-ci sur des erreurs humaines. Autour de nous les cheminots ne parlent que de ça. A la suite de l'accident d'Argenton la direction SNCF veut faire passer un contrôle des connaissances aux conducteurs. Mais le premier conducteur contrôlé pose la sacoche, et la grève va s'étendre à la base, obligeant les fédérations syndicales à mettre toutes leurs forces militantes dans la grève. Celle-ci est totale et oblige la direction à reculer. Les fédérations n'ont pas cherché à aller plus loin, en s'appuyant sur cette grève totale chez les conducteurs, pour l'étendre aux autres catégories de cheminots, alors que ceux-ci se sentaient tous concernés.

Pourtant une opportunité de lutter ensemble pour imposer des moyens humains et techniques s'était offerte à l'ensemble des cheminots sensibilisés par les catastrophes.

Pendant plusieurs mois, les cheminots sont restés mobilisés sur la sécurité. Nous avons organisé des débrayages massifs quand, à l'atelier par exemple, des semelles de frein étaient retirées trop tardivement, au point d'être percées. Et on ramenait ensemble celles-ci au patron, les déposants sur son bureau.

1986, la droite revient au gouvernement à la suite des élections législatives. C'est la cohabitation. Et si les directions syndicales vont se bouger un peu plus, ce n'est qu'en proposant des grèves de 24h sans lendemain, et sans perspectives.

Mais à l'automne les étudiants vont lutter contre le projet Devaquet (sélection plus restrictive pour rentrer à l'université).

Parallèlement, les cheminots conducteurs de train du réseau nord font signer une pétition avec un certain nombre de revendications, y compris salariales. Celle-ci a du succès.

Sur la ligne C, les conducteurs et contrôleurs vont aussi se mobiliser sur les salaires. Daniel et un jeune conducteur LO vont les aider à s'organiser, et à ne surtout pas s'enfermer dans une

lutte catégorielle, contrairement aux cheminots du réseau nord, qui ne s'adressaient qu'aux conducteurs.

Depuis avril 1984 je suis organisé politiquement dans LO, et notre ligne militante sur le dépôt de PSO était discutée et décidée collectivement, avec les camarades de l'entreprise les plus expérimentés, mais aussi avec des militants extérieurs, profs pour la plupart. Un dirigeant de section (Ily) supervisait et dirigeait ce groupe, surtout dans les moments de tensions sociales.

Le 4 décembre c'est la grève sur la ligne C, je vais militer à l'atelier et dans mon service pour informer de cette grève, et prendre appui sur celle ci pour voir s'il y a des possibilités d'extension. J'étais un peu entraîné car j'avais essayé quelques jours avant, en m'appuyant sur le mouvement étudiant. Mais les militants CGT PC, m'ayant repéré, me suivaient et démolissaient tous mes arguments. Présentant les grévistes comme des irresponsables qui vont au « casse pipe », ils militaient ouvertement contre la grève. J'ai pris à partie un militant PC des plus influents à l'atelier. A la suite de la discussion je lui ai fait comprendre que j'agissais en communiste. A cela il m'a répondu que je ne savais pas ce que c'était d'être communiste. Et là je lui ai répondu sans hésiter, me surprenant moi-même car très peu sur de moi : « un communiste c'est quelqu'un qui est pour le partage du travail et des richesses entre tous les membres de la société ». Il n'a pas su quoi dire et il est parti. Et j'ai senti que j'avais marqué des points avec les gens autour de moi.

Mais ce qui va changer surtout le climat c'est quand les grévistes de la ligne C vont venir à l'atelier. Bien que minoritaires en grève, ceux-ci décidèrent de la reconduire de 24h pour s'adresser aux autres cheminots de Paris Sud Ouest. Ils vont faire le tour des différents sites, et tenter de nous convaincre de la nécessité d'une lutte d'ensemble, préparée à la base, pour imposer une augmentation de salaire pour tous.

A leur arrivée à l'atelier d'Ivry, avec d'autres militants, nous avons appelé à se rassembler par des coups de klaxon de locomotives, et en faisant le tour des équipes. On se retrouve nombreux sous la pendule, autour de cette délégation de grévistes, pour écouter ce qu'ils avaient à nous dire.

La réaction de l'encadrement ne s'est pas faite attendre. Ils sont tous descendus et ont essayé de nous impressionner, exigeant de nous de retourner au travail. Personne n'a bougé.

Ceux-ci ont fini par comprendre que notre détermination à entendre nos camarades en grève était trop forte. Ce sont eux qui se sont finalement mis en retrait.

C'est Daniel Vitry qui a pris la parole pour expliquer ce que les conducteurs et contrôleurs tentaient de faire et la lutte qu'il fallait préparer à la base, toutes catégories confondues. Nous allons commencer à nous organiser à la base dans l'atelier, avec des jeunes et des moins jeunes. Nous allons mettre en place un comité d'organisation de la grève. Celui-ci sera stoppé par l'arrêt de la grève sur la ligne C.

Mais quelques jours plus tard c'est la mort d'un étudiant Malik Oussékine, tué à coups de matraque par le peloton des voltigeurs moto portés. La population est sous le choc. Une manifestation impressionnante aura lieu le samedi suivant l'assassinat. Les gens ouvraient les fenêtres pour applaudir les manifestants. Arrivés à Place d'Italie, les jeunes étudiants vont tenter d'envahir le commissariat protégé par des barrières et surtout par une forte présence des

forces de l'ordre. Celles-ci vont disperser les jeunes avec des grenades lacrymogènes, que je vais respirer pour la première fois de ma vie. Comme beaucoup d'autres nous trouverons refuge dans le Prisunic avenue d'Italie.

Avec Daniel nous allons confectionner une petite affichette écrite à la main dénonçant ce crime d'Etat et appelant à une prise de parole le lendemain à 11h. Nous l'avons dupliqué avec une petite photocopieuse à alcool que nous avons dans un placard à la salle syndicale.

D'autres copains faisaient de même sur les autres sites de Paris Sud Ouest.

Le lundi, l'assassinat de Malik Oussékine était dans toutes les conversations. Et il y aura beaucoup de monde à la prise de parole. Un préavis de grève a été déposé pour permettre à tous ceux qui le veulent de venir crier leur colère à la marche funèbre organisée dans la semaine.

Nous allons remettre en place le COG chargé d'organiser la grève et la manifestation. Une bonne quinzaine de gars vont y participer, et Paris Sud Ouest aura un bon cortège avec des délégations des différents sites composés de beaucoup de jeunes. Nous défilerons parmi les étudiants. Et comme prévu nous avons crié haut et fort notre colère malgré les consignes d'une marche silencieuse défendues par les fédérations syndicales. Nous serons applaudis par les gens sur le trottoir et aux fenêtres, tout au long de la manifestation.

Lorsque nous sommes sortis du métro pour rejoindre la manif, un dirigeant du PC, bien entouré, est venu mettre un coup de poing à Daniel Vitry. Ce geste montre dans quelle ambiance nous étions. Une grève à la base sur la ligne C, la préparation de la manifestation organisée à la base. Les bureaucrates CGT PC étaient furieux. Une fois de plus ils montraient leur hostilité à tout ce qui leur échappait, mais pour la première fois, des jeunes travailleurs vont voir que certains d'entre eux sont mêmes prêts à cogner pour imposer leur diktat sur les ouvriers.

Le lendemain nous faisons le tour des cheminots pour les informer du coup de poing donné par le responsable CGT du secteur, et nous allons demander aux militants CGT de l'atelier ce qu'ils pensaient de ces méthodes. Ceux-ci n'étaient pas très à l'aise.

Le 18 décembre 1986 les conducteurs de Paris Nord vont partir en grève et celle-ci va très vite s'étendre, paralysant dès le premier jour tout le réseau Nord.

Le lendemain nous allons mettre toutes nos forces militantes pour étendre la grève, au dépôt de Paris Sud Ouest et dans les différents sites. Les copains roulants sont confrontés à tout l'appareil CGT local qui, en accord avec la direction, milite contre la grève, la dénigrant, semant le doute dans la tête des conducteurs qui embauchaient. C'était piquet de grève contre piquet de travail.

A l'atelier et au service intérieur nous défendions l'idée de s'y mettre aussi, que nous étions concernés par les salaires. La CGT sédentaire militait, comme à la conduite, contre la grève. Les sédentaires étaient attentifs mais attendaient de voir ce qu'allaient faire les roulants. Le secrétaire de section CGT du dépôt se vante d'assurer son service public. Mais les conducteurs qui remontaient de province nous informaient de ce qu'il se passait dans les autres dépôts du Sud Ouest.

En s'appuyant sur ces informations, le piquet de grève se renforçait et finissait de convaincre les hésitants. La grève va s'étendre pendant tout le weekend chez les conducteurs.

Les sédentaires n'étaient toujours pas en grève. Il faut dire qu'à l'atelier on ne travaille pas le weekend.

Le dimanche 21 décembre, 23 conducteurs sont élus au comité de grève à Ivry, et le cahier de revendication des grévistes est adopté. La discussion qui a accompagné le choix de la revendication sur les salaires était d'un grand intérêt. Si les conducteurs d'Ivry réclamait 25 points en plus, ce qui faisait à l'époque 700 francs de plus, c'est la revendication de 700 francs de plus par mois pour tous qui sera retenue. La revendication d'une augmentation uniforme des salaires, que nous défendions depuis plusieurs années contre l'augmentation au pourcentage que défendait la CGT, prenait là tout son sens. Elle permettait à toutes les catégories de cheminots d'y trouver à égalité son compte. Les plus petits salaires n'auraient pas l'impression de se battre plus pour les plus gros salaires, que pour eux-mêmes. Et cela d'autant plus que les cheminots avec des gros salaires ne sont pas les plus combatifs. Le fossé entre les gros et les petits salaires ne se creuserait pas plus, comme c'est le cas avec l'augmentation au pourcentage. Et surtout celle-ci donnait la possibilité à d'autres travailleurs de s'en saisir, et pourquoi pas, de nous rejoindre dans la lutte pour l'imposer.

Je vais comprendre vraiment l'importance du choix des revendications : celles-ci doivent chercher au mieux à nous unir et à nous renforcer dans la lutte.

Un comité de grève sera aussi mis en place à Invalides et une partie ira étendre la grève à Brétigny.

Ce même dimanche 21, je téléphone à tous mes copains du syndicat et à d'autres travailleurs combatifs sur lesquels je peux compter, pour les informer de l'état de la grève. Et je leur demande de venir plus tôt le lundi 22 pour faire un piquet de grève massif, accueillir, et gagner à la grève nos camarades sédentaires.

Le lendemain les gars débrayaient de façon naturelle et gonflaient le piquet de grève au fur et à mesure de leur arrivée. A 8h nous ferons notre assemblée générale et nous élirons notre comité de grève (nous serons 13 à s'y inscrire et à être élus). A 10h nous rejoindrons l'assemblée générale des conducteurs et la fusion des 2 comités de grève sera décidée et votée par plus d'une centaine de cheminots de toutes les catégories.

Cela restera ainsi pendant toute la durée de la grève.

La CGT locale après avoir milité pendant deux jours contre la grève va de fait s'isoler et se réunir à une quarantaine pendant les 27 jours de grève, obligée d'attendre le résultat de l'AG pour voter la même chose à bulletin secret dans une salle à part.

Des comités de grève vont naître sur d'autres secteurs, bien souvent à l'initiative de militants de LO, mais aussi de militants libertaires et de syndicalistes CFDT. Ceux-ci vont se coordonner, régionalement puis nationalement donnant naissance à la coordination nationale inter-catégories des cheminots en grève.

Sur le nord, une coordination des agents de conduite sera mise en place.

Ce récit de la grève est un simple témoignage du militant de terrain que j'étais à l'époque, avec toutes ses limites. Ce n'est pas une analyse de la grève.

Mais ce témoignage montre que sur Paris Sud Ouest une équipe autour de Daniel Vitry s'était formée depuis des années sur l'idée que c'est aux travailleurs à la base de décider de leurs grèves, de les diriger en se donnant une direction démocratique de la grève, ouverte à tous les grévistes syndiqués et non syndiqués. Ceux-ci doivent être élus et révocables par l'assemblée générale des grévistes. Celle-ci doit se réunir chaque jour pour exercer un contrôle sur la grève, s'informer de l'état de celle-ci, décider et participer si possible aux actions pour la renforcer.

Daniel avait connu mai 1968 et la grève de 1971. De plus il avait une expérience des luttes, acquise dans des conflits locaux, sur le chantier de la manœuvre des rames à Austerlitz, et au service intérieur d'Ivry où il avait permis à des cheminots autour de lui d'être les acteurs de leur grève.

Par ses qualités humaines, il avait aussi su fédérer autour de lui dans le syndicat des militants d'horizons différents. Et bien des cheminots (y compris de la CGT de base) l'appréciaient. De plus il avait su gagner à ses idées politiques bien des jeunes, dont je faisais partie.

Il avait les qualités d'un dirigeant ouvrier, celles qui donnent confiance aux travailleurs.

Si sur Paris Sud Ouest la démocratie ouvrière s'est imposée, c'est parce que, malgré le poids des militants CGT PC, il y avait un dirigeant ouvrier et une équipe militante capable de prendre en charge une grève décidée et voulue par la base.

Cette équipe était, pour une partie d'entre elle, armée politiquement par l'organisation Lutte Ouvrière qui a mis toutes ses compétences et ses militants au service de la grève, sans aucun autre calcul.

Sur Paris Sud Ouest les militants politiques des autres organisations d'extrême gauche (LCR et libertaire entre autres) seront pour la coordination inter-catégories, et certains en seront même des représentants élus. Dans bien des secteurs, d'autres militants d'extrême gauche se sont mis à la remorque des organisations syndicales (CGT, mais surtout CFDT), pour préserver bien souvent les postes qu'ils occupaient dans ces bureaucraties syndicales.

Cela les a conduits à une politique catégorielle, s'investissant dans la coordination des conducteurs, et derrière la fédération CFDT, qui a eu comme seule politique d'effacer la revendication salariale, et de ramener la grève à des améliorations de conditions de travail pour les conducteurs seulement. Daniel a été lui démis de son poste de permanent par la fédération CFDT, contre l'avis de sa section et du syndicat régional CFDT de Paris Sud Ouest qu'il dirigeait avec d'autres.

Ces militants reprochent souvent à la coordination d'avoir été une émanation de LO.

Et alors ! La question est « qui a eu une politique qui permettait un élargissement de la grève, au-delà des seuls conducteurs, voir même au-delà des seuls cheminots, condition essentielle pour gagner sur les salaires dans le contexte de l'époque ? ».

Les fédérations syndicales, dirigées par les parties réformistes de l'époque CGT PC et CFDT PS, n'ont donné aucune perspective au mouvement, le laissant s'épuiser de lui-même et cela alors que ce n'était plus la gauche au gouvernement mais la droite.

La grève était nationale et a pris différentes formes suivant les secteurs. Pour avoir une idée plus large de la grève de 1986-87 je conseille de lire la brochure « La grève des cheminots 18 décembre 1986 - 15 janvier 1987 » édité par Lutte Ouvrière, ou l'analyse de LO après la

grève : <https://mensuel.lutte-ouvriere.org/documents/archives/la-revue-lutte-de-classe/serie-1986-1993-trilingue/article/france-la-greve-des-cheminots-18>

La grève sur le terrain était rythmée par les piquets de grève, les assemblées générales, les manifestations, les communiqués de presse, les réunions de la coordination etc... Nous avions souvent la visite d'Antenne 2 et on pouvait voir aux infos des mini reportages sur ce qui se passait à Ivry. Les piquets de grève se faisaient en écoutant Daniel interviewé à la radio.

Des militants d'autres pays sont venus nous voir à Ivry : belges, allemands, italiens etc.

Nous réalisions chaque jour un peu plus, que nous étions en train de vivre quelque chose d'exceptionnel.

Des actions de barrage des voies avaient lieu après l'AG, car beaucoup de grévistes avaient besoin de ce genre d'action. Nous y participions, mais nous privilégions le renforcement du mouvement par la recherche d'informations et de contacts avec les autres secteurs.

La coordination nationale inter-catégories a été mise en place pour cela.

Démarrée dans la région Paris Sud Ouest, en réunissant des représentants des AG des différents comités de grève, elle va s'étendre et devenir une coordination nationale inter-catégories des cheminots en grève. Celle-ci bien que limitée représentera plus de 10 000 grévistes.

Au bout de 27 jours de grève, la grève va prendre fin par manque de perspectives.

Ses points forts ont été la détermination des grévistes qui a permis de passer au dessus de tous les freins mis en place par les appareils syndicaux. La présence massive des grévistes aux assemblées générales, un peu partout, a reflété cette détermination tout au long du conflit. Elle a permis aussi de faire face aux manœuvres de la direction et du gouvernement. Mais celle-ci n'a pas été suffisamment forte chez les cheminots eux-mêmes. Les barrières catégorielles n'ont pas été franchies dans tous les secteurs. Au plus fort de la grève, celle-ci a à peine dépassé les 100 000 grévistes, soit moins de la moitié des cheminots à l'époque. Le corporatisme, a été la deuxième faiblesse du mouvement. Les cheminots, voulaient lutter seuls. Ils craignaient que ça devienne politique si d'autres s'y mettaient. Et même si nous réussions à entraîner quelques grévistes vers d'autres entreprises comme le centre de tri postal près de la gare d'Austerlitz, ce n'était que la volonté d'une minorité et à la fin de la grève seulement.

La grève de 1986-87 a été la seule grève offensive de toute ma carrière de cheminots.

Voilà ce que le sociologue Georges Ribeil a écrit à la fin de cette grève :

« L'hiver social 1986-1987 aura connu un mouvement exceptionnel, marqué par la plus longue grève enregistrée à la SNCF depuis sa création, il y a seulement un demi siècle, en 1937. Ce ne sont pas seulement son amplitude et son intensité qui ont surpris, mais aussi sa structure même, sa morphologie composite en tant que mouvement gréviste. Les organisations syndicales, puis la direction générale, et jusqu'aux autorités de tutelle, se sont trouvées confrontées à un mouvement jailli de la base, doté de structures propres, comités de grève, assemblées générales, coordinations, en partie inédite. Les coutumières règles de jeu tripartite,

dans lequel s'enfermait et se tranchait l'affrontement social, étaient particulièrement bousculées. »

A la reprise du travail, un aiguilleur parti sur les voies pour dégeler les aiguilles près de son poste, sera tué par un train sur le réseau banlieue à Choisy. Un débrayage spontané aura lieu à l'atelier d'Ivry, autour de Daniel venu nous informer de cet accident mortel.

La coordination va se réunir plusieurs fois pour tenter de conserver des liens militants, puis, avec le temps, celle-ci va naturellement disparaître.

Daniel avait beaucoup donné, et il va avoir du mal à récupérer physiquement. Au mois de juillet 1987, les médecins vont lui déceler un cancer du poumon. Un poumon lui sera retiré, et il va passer les 4 dernières années de sa vie à lutter contre la maladie, ce qui ne l'empêchera pas d'être à nos côtés pour nos activités politiques et syndicales.

A la suite de cette grève, des militants de la grève vont rejoindre LO, Nous allons faire un travail collectif de recrutement. Nous allons gagner 2 jeunes de l'atelier qui, à leur tour, vont gagner d'autres jeunes. Un cours marxiste de boîte, pour armer politiquement des travailleurs intéressés, sera mis en place, ouvert aux différents sites de Paris Sud Ouest.

En 1988 un an après la fin de notre grève, d'autres secteurs vont rentrer en lutte sur les salaires. Les travailleurs de Chausson vont se battre pour 1000f par mois pour tous. Puis la SNECMA pour 1500f par mois pour tous. Et à l'automne ce sera au tour des infirmières. Les travailleurs de la SNECMA réussiront même à organiser des délégations de grévistes pour discuter dans d'autres entreprises (filiales, et entreprises du privé).

On fera une « campagne salaires » où nos jeunes copains vont s'entourer de cheminots volontaires. Ils iront s'adresser aux travailleurs des boîtes privées autour de notre site sur la nécessité d'une augmentation de salaire, et la lutte d'ensemble qu'il nous faut préparer pour l'imposer. Nous n'étions pas très nombreux mais un peu plus que nous-mêmes.

Une délégation de cheminots passera une journée avec les grévistes de la SNECMA à Gennevilliers et à Villaroche.

En juin 1988, le monde cheminot sera bouleversé de nouveau par la catastrophe de la gare de Lyon qui fera 56 morts. La sécurité est de nouveau sur le devant de la scène. C'est toujours l'erreur humaine qui est mise en avant par la direction. Nous allons mettre toutes nos forces militantes pour défendre l'idée que la SNCF n'investit pas assez dans les moyens techniques pour palier aux erreurs humaines. La sécurité des voyageurs comme celles des cheminots ne peuvent pas reposer sur la seule vigilance de ces derniers. Je me rappelle d'avoir eu des discussions avec des roulants hostiles à trop de moyens techniques qui déqualifieraient et donc dévaloriseraient leur travail. Ceux-ci étaient souvent proches du syndicat catégoriel des conducteurs (FGAAC). Mais dans l'ensemble nous touchions les cheminots sur le fait qu'on vient au travail pour gagner sa vie, pas pour la perdre.

A l'atelier en 1991 la direction va tenter de licencier un jeune cheminot que ces chefs ne trouvaient pas assez motivé. C'est la première fois que nous voyons ça. Les premières réactions sont bonnes : « S'ils virent ceux qui ne sont pas motivés, ils peuvent tous nous

virer » pouvions nous entendre dans les services. Nous allons préparer le tract adressé aux cheminots du secteur. C'est Daniel qui va nous aider à le rédiger et nous appelons à débrayer pour le défendre. Sur 70 personnes présentes à l'AG, 70 se prononcent pour la grève jusqu'à qu'à l'annulation du licenciement. Au moment où nous mettions en place un comité de grève, et allions nous adresser à d'autres sites, la direction demande à recevoir le jeune qui finalement sera embauché. A cela nous en avons conclu qu'un cheminot pour être embauché devait avoir au moins 2h de grève à son actif. C'est chose faite.

Ce sera la dernière action que je vais mener avec l'aide de Daniel. Il est décédé en juin de cette année 1991. Et il laissera un grand vide parmi nous qui ne sera pas sans conséquences.

Octobre 1991 une nouvelle catastrophe ferroviaire a lieu à Melun. Il y aura 16 morts. Le conducteur d'un train marchandise a franchi un signal fermé percutant un train voyageur. L'enquête démontrera que le conducteur a fait un malaise cardiaque, juste avant l'accident. A la suite de cette catastrophe, le gouvernement et la direction SNCF vont enfin étendre, jusqu'à sa généralisation, le contrôle de vitesse par balise (KVB). En cas de dépassement de la vitesse autorisée, il déclenche une alerte sonore pour inciter le conducteur à modérer sa vitesse. Franchi un certain seuil de dépassement, il peut même déclencher le freinage automatique d'urgence du train.

Le 14 décembre 1992, le contrôleur et le conducteur, impliqués dans la catastrophe de la gare de Lyon de 1988, sont condamnés respectivement à 2 ans de prison avec sursis pour le premier et 4 ans de prison avec sursis dont 6 mois fermes pour le 2^{ème}.

Le 15 décembre, toute la SNCF est en grève. Celle-ci touche toutes les catégories de cheminots dans les gares, les dépôts, les chantiers, les ateliers etc... Cet élan de solidarité spontanée va encourager nos collègues à faire appel.

Il était inacceptable pour tous que des cheminots aillent en prison, alors que la politique de diminution des coûts de la direction SNCF et des gouvernements successifs, ne soit même pas mise en cause. C'étaient pourtant bien celle-ci qui était la vraie responsable de toutes les catastrophes ferroviaires de ces dernières années. La peine sera finalement atténuée en novembre 1993 en 2 ans de prison avec sursis pour le conducteur et 6 mois avec sursis pour le contrôleur.

I. 2eme période : sortie de LO.

Depuis 1989, il y avait des dissensions au sommet de LO. Des divergences accompagnées de textes portaient sur « L' URSS est elle toujours un Etat ouvrier dégénéré » défendu par la majorité ou « un état bourgeois, sans bourgeoisie », défendu par la minorité. Ily qui dirigeait notre section faisait partie de la minorité. Il faut dire que les pays de l'Est s'écroulaient, et l'URSS à sa suite.

Je voyais dans cette tendance minoritaire une tentative de déverrouiller un peu l'organisation, qui était, il faut le reconnaître très rigide. Il y avait un des dirigeants de notre section dont l'avis était précieux pour beaucoup. Il avait de plus dirigé, entre autres, la grève des cheminots et de la SNECMA. Mais sa situation de contestataire n'était pas sans provoquer des tensions.

L'organisation avait mis en place un système de sorties pour essayer de se lier avec des travailleurs, dans le but d'en recruter certains, par la suite. Je n'étais pas convaincu par ce système, et je l'ai dit à une assemblée générale présidé par Hardy, principal dirigeant de LO, à l'époque. Daniel m'a expliqué à la suite de mon intervention, que ce système était mis en place pour les copains qui avaient du mal à se lier avec les travailleurs autour d'eux.

Sur le terrain nous avions un travail de recrutement qui marchait bien. Un autre dirigeant (Verso), investi dans ce travail, va s'appuyer sur celui-ci, pour montrer qu'on peut gagner des jeunes ouvriers à la politique dans l'organisation. Contrairement à ce que nous espérions, cette attitude va provoquer d'autres tensions.

Fin 1992, Il y prendra la parole au congrès. Après ce congrès, je pensais que des discussions seraient peut être possibles. Mais Verso voulait partir à tout prix et ne voulait pas perdre de temps dans des discussions interminables. Devant mes hésitations il va me dire « tu fais ce que tu veux, mais moi je pars », sous entendu avec notre travail de recrutement en cours.

Je vais donc faire ce choix en janvier 1993 et nous partons sans discuter, qui plus est, en demandant à LO qu'on puisse garder des liens avec l'organisation, qu'on puisse cotiser, voir même reprendre l'édition etc...

Je réalise mieux aujourd'hui qu'avec une telle attitude nous creusions de fait un fossé entre nos camarades de LO et nous. La séparation va être terrible. LO va nous faire une guerre ouverte. Pour y faire face nous allons nous serrer les coudes autour de Verso, le seul intellectuel du groupe.

Je n'étais pas sûr que nous ayons raison, mais je savais que LO avait tort de nous traiter comme si on était passé de l'autre côté. Le « tu n'es plus avec nous, t'es donc contre nous » de la part de LO va contribuer à élargir le fossé. Par exemple LO écrira : « On verra ce qu'ils feront de leurs mandats syndicaux ». Et quand nous déciderons de les rendre comme c'était la règle quand on quittait LO, ils feront tout pour s'y opposer et ils diront « nous ne leurs avons pas demandé ».

Après discussions avec les travailleurs autour de moi qui ne comprenaient pas pourquoi je rendais mes mandats, j'en ai discuté avec Verso et je lui ai exprimé mes réticences à rendre mes mandats. Verso me dira que si je ne les rends pas je ne suis pas révolutionnaire. Militer sans mandat à la SNCF n'avait pourtant rien de révolutionnaire.

Pendant ce temps à LO surtout dans notre section, mais pas seulement, la direction exigeait aux militants de n'avoir plus aucun contact avec nous. Ceux qui s'y refusaient étaient exclus de l'organisation.

Je vais donc militer dans ce petit groupe, satellite de LO malgré eux, qui va se nommer « L'ouvrier ». Tout ce que je ferai donc jusqu'à fin 2000, sera discuté et décidé en son sein. Bien qu'animé par un groupe de copains, il sera en réalité dirigé par Verso, qui de par son expérience à LO, son savoir, sa capacité de travail, est le seul ayant la crédibilité de fédérer ce groupe, lui donner une boussole et des orientations politiques, et surtout d'écrire. Ce qui était dès le départ un vrai problème.

Très rapidement nous soulèverons le problème de l'aristocratie ouvrière*(1), base sociale de la bureaucratie ouvrière, de plus en plus ignoré par l'extrême gauche.

De jeunes copains cheminots vont quitter la SNCF pour militer dans les petites boîtes, pour apprendre à militer dans des conditions plus défavorables que dans les grosses boîtes, et pour essayer de gagner à nos idées des ouvriers non-organisés.

En 1995 c'est la grève chez les cheminots contre le plan Juppé, une attaque de plus contre les retraites, la protection sociale et contre les fermetures programmées de lignes de chemin de fer jugées non rentables, bien qu'utiles à la population.

La CGT ce coup-ci va se jeter dans la bataille. A Ivry les militants toutes tendances, roulants et sédentaires, une vingtaine environ, allons nous mettre en grève et tout faire pour l'étendre. Si dans le weekend celle-ci a encore du mal à s'étendre, le lundi les choses changent et nous serons plus de 100 personnes à l'assemblée générale. La CGT va tenter d'instaurer le vote à bulletins secrets, mais celui-ci sera rejeté par la majorité de l'AG. Celle-ci se réunira chaque jour pour informer de l'état de la grève, et décider de la suite et des actions pour la renforcer. Contrairement à 1986-87, la CGT va mettre toutes ses forces militantes dans la grève, et dirigera démocratiquement celle-ci. Il y aura une forte participation de la base, dans les AG, mais aussi dans les actions pour renforcer la grève à la SNCF, et l'étendre à d'autres secteurs. Nous allions en délégation rendre visite aux autres travailleurs de La Poste, la RATP, territoriaux, Rhône Poulenc, Renault, Carrefour, Air France etc...

Au niveau national des journées fortes étaient décidées pour permettre à ceux qui n'étaient pas complètement dans la grève, d'y être au moins les jours de manifestations. Celles-ci étaient énormes et au bout de 3 semaines, le gouvernement qui se disait droit dans ses bottes va être obligé de reculer, au moins sur les retraites.

Mais alors que les organisations syndicales avaient appelé les travailleurs du privé à manifester avec nous le samedi 16 décembre, la fédération CGT des cheminots va appeler, la veille, à la reprise du travail, sans avoir consulté les grévistes. Nous étions en train de diffuser le tract d'appel à la manifestation au magasin Carrefour quand nous l'avons appris par un client. Quelques grévistes ont protesté contre cette attitude, mais la reprise du travail va devenir une évidence dans le weekend.

Les leçons de la grève dans le bulletin « L'ouvrier » <https://louvrier.org/sites/default/files/E%20044.pdf> et pour en savoir plus sur le déroulement de cette grève : https://journal.lutte-ouvriere.org/2015/12/16/novembre-decembre-1995-la-greve-met-en-echec-le-plan-juppe_64226.html

La confédération CFDT, a soutenu le plan Juppé alors que la CFDT cheminot luttait contre. A la suite de la grève, la fédération cheminote va éclater. Beaucoup vont construire SUD Rail, d'autres iront à la CGT. A Paris Sud Ouest, Serge Torrano, un des animateurs de tendance libertaire, va construire le syndicat SUD Rail sur la région Paris Rive Gauche (fusion de la région Paris Montparnasse (ouest) et Paris Austerlitz (Sud Ouest)). Nos jeunes copains du groupe vont rejoindre la CGT mais les responsables ne voudront pas de moi, bien que nous ayons eu de bons rapports pendant la grève. Trop de contentieux existaient entre nous, probablement. D'autre part des militants CFDT de l'atelier avaient été mutés en province, avant la grève, ce qui avait réduit notre activité syndicale.

Après cette grève, Richard Moyon, qui rédige le bulletin « Cinquième Zone » adressé aux jeunes des quartiers, va nous contacter. Par son intermédiaire nous ferons la connaissance de Mémé Irène, qui a fait partie de l'union communiste dirigée par David Korner dit Barta, pendant et après la seconde guerre mondiale.

Ensemble ils ont reproduit tous les textes de Barta. Des textes d'une richesse indispensable pour mieux comprendre cette période, dominée par le fascisme et le stalinisme, et en savoir plus sur leur activité révolutionnaire. On peut aujourd'hui les consulter sur le site : <http://unioncommuniste.free.fr/>

Je retiendrai de toutes mes discussions avec Mémé, 2 choses qui lui tenaient à cœur : Militer en priorité vers la jeunesse, et ré-humaniser notre idéal : le communisme.

En 1996, nous aiderons, un travailleur immigré d'une entreprise de nettoyage, licencié par son patron sur demande de la SNCF. Il était accusé d'avoir harcelé une femme de ménage. Après avoir vu celle-ci, elle me dit qu'il avait été lourd mais qu'elle l'avait envoyé promener et qu'il n'avait pas insisté. Il n'y avait pas eu de violence.

La direction SNCF et l'entreprise Penaille saisissaient cette histoire pour se débarrasser d'un travailleur usé par le travail, et qui n'était plus assez efficace à leur goût. Nous réussissons à toucher les cheminots autour de nous, malgré la distance qui existe d'habitude entre les nettoyeurs et les cheminots, et malgré les préjugés racistes bien présents chez certains. Ceux-ci vont se mobiliser et nous réussissons à entraîner la CGT malgré l'hostilité de certains responsables. Nous imposerons qu'il soit repris même si c'est sur un autre chantier. Nous ferons savoir à la direction que nous resterons en lien avec lui et prêts à se mobiliser en cas de nouvelles attaques contre lui.

Quelques années plus tard, la nouvelle entreprise qui a emporté le marché ne va pas le reprendre. Un dossier au prud'homme sera déposé par son délégué CGT, et nous l'appuierons, par une délégation de cheminots aux Prud'hommes, mais aussi par une aide financière. Son licenciement sera reconnu comme un licenciement économique et il touchera 150 000 francs d'indemnités.

1996 c'est aussi la lutte pour la régularisation des sans-papiers de Saint Bernard. Mais surtout leur évacuation par les forces de l'ordre malgré le soutien de nombreuses personnalités et militants.

A la suite de ce mouvement. Une orientation de « l'ouvrier » vers les foyers immigrés sera mise en place. Il nous permettra de nous lier à quelques travailleurs africains. Très peu de ses camarades seront impliqués dans la lutte des sans-papiers. Un travail d'éducation politique se fera en direction de ces copains.

1997 c'est la séparation comptable de la SNCF avec la création de RFF, puis la dissolution de l'assemblée par Chirac qui verra la gauche l'emporter. Ce sera la cohabitation de Chirac, président de droite, et Jospin 1^{er} ministre se prétendant de gauche. Le ministre des transports sera le communiste Jean Claude Gayssot. Si celui-ci était contre RFF dans l'opposition, il ne remettra pas en cause cette séparation lors de son mandat de ministre.

En 1998, n'ayant plus de réelles activités syndicales, notre équipe CFDT s'était réduite suite aux mutations de camarades en province, il était devenu impossible d'organiser des travailleurs sous l'étiquette CFDT.

Nous allons tenter de faire une section SUD Rail. Je n'étais pas pour créer un autre syndicat, mais celui-ci existait et me permettait d'organiser de nouveau des travailleurs autour de moi. Il existait déjà quelques adhérents SUD chez les conducteurs mais sans fonctionnement collectif. La plupart des copains CFDT sédentaires étaient d'accord, et surtout, des jeunes cheminots combatifs se disaient prêt à nous rejoindre. Nous allons donc partir de la CFDT et créer une section SUD Rail en rejoignant Serge, qui avait quitté la CFDT après la grève et monté une section SUD Rail sur la gare d'Austerlitz.

A la première réunion nous serons 9 adhérents dont beaucoup de jeunes, mais par la suite nous serons une bonne vingtaine.

Fin 2000, c'est la crise à « L'ouvrier ». 3 camarades démissionnent, avec un texte qui dénonce l'autoritarisme de Verso, le dirigeant du groupe, mais surtout son comportement vis-à-vis des femmes du groupe. Dans un premier temps je vais faire bloc pour défendre Verso, plus par souci de préserver le groupe que pour défendre l'attitude de Verso.

Ce dernier avait fait un texte que j'ai lu aux camarades démissionnaires lors d'une réunion des membres de « l'ouvrier ». Ce texte ne les a pas touchés du tout. Ils ont tout de suite vu de qui il émanait.

Par la suite, jamais il n'y avait eu autant de discussions entre nous (sans Verso). Celles-ci étaient très dures avec les copines. Une copine m'a montré qu'elle y voyait là un grave problème de domination masculine. Que Verso était le seul qui se comportait de la sorte dans le groupe. Elle ne comprenait pas que je tolère de lui ce que je m'interdisais à moi-même. Elle m'a montré aussi que lorsqu'on accepte les avances d'un homme c'est qu'on pense qu'il y a

quelques choses de sincère chez lui. Et lorsqu'on se rend compte qu'il fait ça avec presque toutes les femmes du groupe, on pense avoir été abusée. J'avoue que j'ai été secoué.

La plupart des femmes avaient reçu des avances, parfois insistantes, de Verso. Toutes n'y ont pas cédé. Mais toutes y voyaient un problème de domination. De plus il a même fait des avances à une copine dont le compagnon était un copain du groupe.

Il y avait dans le groupe un déséquilibre énorme. Tout reposait sur une seule personne, les éditos, le matériel militant (bulletins, brochures, sortie, etc.). Il y avait de fait une domination intellectuelle et une emprise malsaine sur tout le groupe.

Après une discussion avec un ouvrier qui travaillait dans les petites boîtes, celui-ci m'a dit qu'il n'était pas venu à la direction du groupe parce qu'il ne supportait pas l'autoritarisme de Verso. Il n'était pas surpris par son comportement, et me dit qu'il avait aussi vu de tels comportements dans LO.

Je réalise que je ne peux plus grand-chose pour le groupe. Et je n'ai plus envie de servir de caution ouvrière.

En réfléchissant sur comment il m'avait utilisé pour faire face aux copains et copines démissionnaires, j'ai compris qu'il usait des mêmes méthodes que Hardy (dirigeant de LO, à l'époque).

Avant même toute réflexion personnelle, qui nous permettrait de se faire un avis, nous sommes armés par un texte où tout semble couler de source. En réalité Verso nous imposait sa façon de penser. Il a aussi suscité tout de suite un réflexe de défense de la forteresse assiégée. Le groupe est en danger. C'est exactement ce que Verso m'a fait comprendre des méthodes de Hardy, lors de notre départ de LO. De plus il reprochait aux camarades d'avoir démissionné sans même avoir discuté. Mais qu'avons-nous fait nous, en sortant de LO ?

Je vais démissionner à mon tour et expliquer aux camarades ce que j'ai compris des méthodes de Verso. Je me devais de le faire. Aucun camarade n'a contesté ce que je leur démontrai, ceux qui sont partis, comme ceux qui sont restés à « L'ouvrier ».

Au-delà des dérives autoritaires de Verso, c'est je pense tout ce militantisme de caserne avec ses exigences, ses sacrifices sur sa propre vie qui n'a plus aucun sens aux yeux des camarades les plus jeunes. Cela ne correspond en rien à la situation sociale que ceux-ci vivent. Il n'y a aucune raison de donner autant d'engagement, alors que le mouvement ouvrier est quasi absent du combat pour l'émancipation sociale.

En démissionnant, je suis bien conscient que le groupe va implorer. Mais que pouvais-je faire d'autre ? Je n'ai pas les épaules, ni les compétences pour diriger un groupe et je l'ai tout de suite fait savoir à mes camarades.

Alors beaucoup ont repris une vie normale. Celle-ci avait trop longtemps été étouffée. Beaucoup se sont dépêchés de faire des enfants, et j'en suis très heureux pour eux. D'autres, très peu, sont restés à « L'ouvrier ».

Verso a sorti un livre sur l'histoire du groupe « l'ouvrier ». Pour lui, si les 2/3 du groupe sont partis, c'est parce que j'ai milité contre lui. « L'aristocrate ouvrier » que je suis, avait un désaccord politique avec lui, qu'il fait remonter à 2 ans avant la crise. Pour appuyer le qualificatif d'aristocrate ouvrier, Il précise que c'est la période où le groupe s'oriente vers les travailleurs africains, qui crée ce désaccord. Et comme il n'y a aucune trace de ce fameux désaccord politique, il explique que c'est parce qu'étant trop lâche, je n'ai pas eu le courage de l'exprimer. Que puis-je devant une telle contorsion intellectuelle ?

Ce qui me rassure un peu, c'est qu'à ses dires, tout le monde ne pense pas ça à « l'ouvrier ».

Verso ne dit pas un mot sur le fait qu'il usait de son autorité à des fins personnelles. La domination masculine qu'il exerçait sur les femmes du groupe a instauré des relations malsaines qui ont fini par détruire le groupe.

Cette crise que je vais vivre très mal, va m'aider à réfléchir sur mon engagement depuis le début, à notre départ de LO, et à bien d'autres choses. Mon engagement auprès de Daniel est la meilleure période militante que j'ai vécue. Ce sont les conditions dans lesquelles nous militions, avec le poids des staliniens du PC, leurs méthodes anti démocratiques, mais aussi la combativité autour de nous qui décidaient de notre engagement. Nous réussissions encore à gagner des ouvriers aux idées révolutionnaires. La base ouvrière était influencée par le PC sur les idées de lutte de classe, ce qui nous facilitait la tâche.

A partir des années 1990, même avec l'intermède de la grève de 1995, tout cela va s'écrouler. Les pays de l'Est et l'URSS n'existent plus. La gauche au gouvernement ne fera que décevoir. Les grandes forteresses ouvrières vont s'affaiblir. La précarité, le chômage de masse vont se développer. Les organisations ouvrières dans un tel contexte ne pouvaient que s'affaiblir.

Et notre départ de LO va tomber en plein dans cette période. Nous avons gagné des jeunes cheminots dans un secteur où nous avons une force, et où nous avons joué un rôle, dans la grève de 1986, grâce à l'expérience de Daniel, soutenu par l'organisation politique LO et par tous les militants politiques et syndicaux, qu'il avait su fédérer autour de lui. Les jeunes qu'on va gagner par la suite, n'ont en effet pour la plupart pas connu la grève ou peu participé à celle-ci. Mais en travaillant sur ce secteur, entourés de militants l'ayant vécue, ces jeunes s'en imprégnaient.

La direction de LO aurait dû, à mon sens, devenir plus souple pour éviter toutes ces rivalités. Autant notre politique doit elle, être définie clairement. Qu'une fois discutée, comprise et adoptée, celle-ci doit être défendue par l'ensemble des militants. Autant des expériences dans le recrutement, l'éducation des travailleurs autour de nous etc., peuvent être variées*(2)

Aujourd'hui je pense que nous n'aurions pas dû partir de LO, et surtout sans même discuter. Je ne me suis jamais vraiment remis de cet épisode. Notre expérience en dehors de LO était vouée à l'échec. Notre engagement encore plus dur que celui pratiqué à LO, ne pouvait qu'être inadapté à l'environnement social, au recul des idées, des organisations et de la conscience ouvrière.

Même si la guerre menée par LO ne se justifiait pas, j'avoue qu'ils avaient raison sur bien des points. La direction de LO, avait une vision plus large de l'état de la classe ouvrière, et surtout bénéficiait d'un collectif capable de penser, d'analyser et d'orienter les camarades. Un collectif est toujours plus efficace qu'un seul dirigeant aussi compétent soit il. Au bout de 7 ans d'existence « L'ouvrier » se préparait à prendre ce tournant plus souple, mais les 2/3 du groupe sont partis.

Aujourd'hui je suis obligé de me poser la question : qu'aurions nous fait si Daniel avait été là. De toute évidence, nous serions restés à LO.

Nos jeunes copains auraient pu continuer de se former, en étant dans l'organisation, ou même en étant seulement des sympathisants plus ou moins actifs, selon l'engagement de chacun. Ce qui comptait le plus à mes yeux c'est que ces copains deviennent socialistes. L'importance attachée à l'intégration à tous prix de ces copains servait de faire valoir à des dirigeants en mal de reconnaissance. D'où la rivalité entre Ily et Verso face à la majorité. Nous étions au beau milieu d'une guerre des chefs.

Je porte une part de responsabilité, avec d'autres copains cheminots : celle de n'avoir pas compris dans quel tourbillon nous étions entraînés. Mais surtout d'avoir entraîné nos camarades derrière un intellectuel, imbus de lui-même, persuadé d'être un grand dirigeant révolutionnaire et qui se complait à dominer les autres.

On ne refait pas l'histoire, mais il faut apprendre de ces erreurs, et surtout les reconnaître.

Les copains et copines qui sont partis de « L'ouvrier » n'ont pas été gagnés par la société comme l'affirme Verso dans son livre. Ceux-ci sont toujours révoltés par l'exploitation capitaliste, les oppressions de toutes sortes, les injustices sociales, la barbarie engendrée par ce monde. Ces camarades continuent de semer des graines socialistes, chacun à sa façon, autour d'eux. Et dans les grands événements qui finiront par venir, je suis convaincu qu'ils y prendront leur part.

« (...) le centralisme au sens socialiste, ne saurait être une conception absolue applicable à n'importe quelle phase du mouvement ouvrier; il faut plutôt le considérer comme une tendance qui devient une réalité au fur et à mesure du développement et de l'éducation politique des masses ouvrières au cours de leur lutte. (...) » Rosa Luxembourg

I. 3ème période : sans organisation politique

A partir de 1999, la mise en place des 35h pour tous par la gauche (loi Aubry) va permettre plus de flexibilité aux patrons, dégradant encore plus nos conditions de vie et de travail. A la SNCF on obtient quelques repos en plus mais ceux-ci seront pour une grande part attribués par les directions locales en fonction des besoins du service. Ce qui permettra à la direction non seulement de ne pas embaucher, mais au contraire de continuer à supprimer des postes. De plus le texte à la SNCF a été signé par les Fédérations syndicales majoritaires CGT CFTD, alors qu'en contrepartie la modération salariale nous était exigée. Un référendum avait eu lieu

mais, sur seulement 47% des cheminots s'étant prononcés, 61% de ces derniers ont voté pour le texte. Ce qui au final est loin de faire une majorité.

Dans le milieu CGT sédentaires où les salaires sont bas, cela a provoqué un certain malaise. A un débrayage pour exprimer notre mécontentement face à ce texte, le patron s'appuyait sur la signature des fédérations syndicales pour tenter de nous convaincre que tout le monde y trouvait son compte. Un militant CGT a dit au patron qu'il allait déchirer sa carte CGT suite à la position de sa fédération.

Il y aura une recomposition syndicale à la suite de ce texte. Des militants CGT et CFDT vont rejoindre SUD Rail principalement. Notre section va s'accroître suite à notre position contre les lois Aubry et le texte SNCF s'en inspirant.

A partir de la fin de l'année 2000, je ne suis donc plus dans aucune organisation politique. Mais je reste éveillé sur ce qui se passe dans le monde, en gardant la boussole de ma famille politique : l'extrême gauche.

En 2001, avec des anciens camarades de « L'ouvrier » nous allons faire un comité de solidarité ouvrière, en lien avec le printemps noir en Kabylie. Nous informerons autour de nous de ce qui se passe en Kabylie et dans certaines villes d'Algérie. Nous dénoncerons la répression de l'Etat algérien contre la jeunesse Kabyle en révolte. Mais aussi la responsabilité de l'Etat français et des multinationales dont Total, dans la situation économique de l'Algérie. Nous apporterons aussi notre soutien aux blessés venus se faire soigner en France. Un gala de Solidarité sera organisé au bénéfice des blessés.

Ce sera la dernière activité que nous ferons ensemble. Chacun reprenant sa vie.

2001, c'est la séparation des activités à la SNCF, mis en place par Jean Claude Gayssot, ministre communiste des transports. Nous tenterons une grève pour nous y opposer. Celle-ci restera très minoritaire mais nous essaierons de l'étendre sans succès pendant près d'une semaine.

2003 Au service intérieur à Ivry, les manœuvres vont s'organiser contre une sanction visant l'un des leurs et surtout pour avoir plus d'effectifs. Ils en ont marre des congés refusés. La grève sera inévitable devant la surdité de la direction.

Nous allons nous organiser en comité de grève et décider chaque jour en assemblée générale des suites à donner à notre grève. Nous en informerons pendant 5 jours les différents sites de Paris Sud Ouest : à Paris Austerlitz chez les conducteurs et contrôleurs, à l'atelier de Masséna, au PRS d' Austerlitz (aiguilleurs), mais aussi en banlieue à Juvisy et Brétigny pour informer les conducteurs et agents des autres services.

Au bout de 5 jours la direction accepte de nous rencontrer et nous lui imposerons de recevoir tous les grévistes présents. Chacun a pu exprimer son ressenti à la direction. Nous obtiendrons

2 agents supplémentaires. Et même si ceux-ci ne sont pas des embauches mais des agents reclassés du Sernam, cela faisait tout de même 2 agents de plus dans le service. La sanction de notre camarade sera retirée. Et bien des problèmes individuels auront été pris en compte à la suite de cette grève, dont le reclassement d'un cariste usé par le travail.

A peine sortie de cette grève c'est de nouveau l'attaque sur la retraite des fonctionnaires. Le gouvernement Raffarin, Fillon va attaquer de nouveau la fonction publique et les régimes spéciaux. La grève va être très suivie dans l'éducation. Nous prendrons appui sur celle-ci pour la renforcer.

Le 13 mai 2003 la SNCF et la RATP est massivement en grève, avec l'éducation. Mais les fédérations syndicales ne vont prendre appui ni sur la détermination dans l'éducation, ni sur le succès de la grève, pour généraliser celle-ci. Elles appelleront à une manifestation le dimanche 25 mai qui sera aussi un succès. Resté en grève depuis le 13 mai, nous essayerons de la maintenir et de la renforcer en prenant appui sur l'éducation, et les succès du 13 et du 25 mai. Mais les fédérations syndicales continuaient la désorganisation. La CGT cheminot appelle à la grève reconductible le 3 juin 2003. La grève durera jusqu'au 10 juin. Le gouvernement va réussir à mettre fin au régime de la fonction publique, alors que la combativité était aussi intense qu'en 1995.

Mais les Fédérations syndicales ont organisé la division, émiettant les luttes, les assemblées générales, conduisant à la défaite. Pour les régimes spéciaux nous savions qu'étant de plus en plus isolés, ceux-ci n'allaient pas tarder à être remis en cause. Analyse de la grève ci dessous : <https://mensuel.lutte-ouvriere.org//documents/archives/la-revue-lutte-de-classe/serie-actuelle-1993/edf-gdf-ratp-sncf-les-mouvements>

La CFDT de Paris Sud Ouest dont les camarades de LO, va rejoindre notre syndicat SUD Rail. Il faut dire que les relations se sont améliorées ces dernières années.

2004, bien que les roulants ne résident plus à Ivry depuis plusieurs années (ceux-ci sont en gare d'Austerlitz), nous sommes toujours dans le même établissement. Mais la direction régionale annonce la perte de la grosse maintenance sur l'atelier d'Ivry ce qui veut dire la quasi fermeture de l'atelier. L'atelier va se vider de ces agents et des machines (machines-outils, vérins etc...). En tant que magasinier, la direction locale va me garder pour expédier dans leur établissement d'origine le stock de pièces qui ne serviront plus. La plupart des agents vont enfin obtenir leur mutation et se rapprocher pour la plupart de leur famille, en province. Il ne restera qu'une petite équipe pour la petite maintenance au dépannage et pour quelques visites de locomotives à l'atelier. La logistique va diminuer aussi et ne représentera plus qu'une vingtaine d'agents avec les gestionnaires d'engins moteur. Nous travaillons dans un atelier pratiquement vide.

En 2006, nous ne dépendrons plus de la traction. Ivry sera fusionné avec Masséna, Les Ardoines, Trappes et Montrouge qui deviendra le technicentre de Paris Rive Gauche. Bien que nos forces syndicales aient diminué, du fait de la restructuration, nous sommes élus sur un vaste territoire qui complique les tournées syndicales.

2007. Ce sont les régimes spéciaux qui sont de nouveaux attaqués par le gouvernement Fillon. Une première grève de 24h à la SNCF est suivie à 70%. La grève reconductible qui suivra sera un peu moins suivie. Mais surtout, les syndicats négocient la réforme et ne la remettent pas en cause. La CGT accepte, avant même la grève, les négociations séparées qu'exigeait le gouvernement pour les entreprises concernées (Ratp, Sncf...).

Analyse de la grève : https://journal.lutte-ouvriere.org/2007/11/28/la-sncf-lamertume-des-cheminots-legard-des-directions-syndicales_16562.html

En 2009, les manœuvres se mobilisent à Montrouge. Des délégués SUD Rail d'Ivry et Masséna en tournée là bas, ont décidé de les aider. Et ils sont venus me chercher, étant à leurs yeux le plus expérimenté de notre section syndicale au niveau des luttes. Je ne connaissais personne sur ce site à part un copain à l'atelier qui venait d'Ivry. Les grévistes, une quinzaine d'agents étaient très déterminés, présents sur le terrain.

Nous allons mettre sur papier les revendications et les porter à la direction locale, puis nous nous adresserons aux copains de l'atelier. La direction mobilisera ses cadres traction contre la grève. Nous allons nous organiser en comité de grève et toutes les discussions et décisions se feront chaque jour en assemblée générale.

J'avais l'occasion de transmettre ailleurs ce que j'avais appris sur mon secteur. Ils pensaient que leur grève pouvait s'étendre à l'atelier, ce qui ne fut pas le cas. Mais au bout de 2 ou 3 jours, la logistique d'Ivry se met en grève à son tour, ce qui nous renforce. Nous allons ensemble faire le tour des sites, et entraîner dans la grève les manœuvres de Trappes, de Masséna et des Ardoines. Chacun avec ses propres revendications.

De 15 nous passons à 150 grévistes. Lorsque la grève va s'étendre à Masséna j'en informerai le copain de LO du site qui bien qu'étant en retraite assistera aux AG et y interviendra.

Nous nous adresserons aussi à l'ensemble des cheminots contrôleurs, conducteurs, dans les ateliers, et dans les gares. Après avoir diffusé notre tract à la cantine de Chatillon, un copain de LO de l'atelier TGV va venir nous voir, et je l'informerai de l'état de la grève tout au long de celle-ci. Cette grève va durer 17 jours.

La direction n'a pas reculé sur le coup mais elle a par la suite tenu compte de celle-ci. Des embauches ont été faites et ont permis à des grévistes d'aller à la conduite. Des promotions ont eu lieu aux notations suivantes et surtout les copains ont imposé du respect pour quelques mois, voir quelques années. Tous étaient fiers d'avoir relevé la tête. Ce sera ma dernière grève.

Le 30 septembre 2010, j'étais en cessation progressive d'activité depuis 9 mois sur 18 mois. Ayant fait les 9 premiers mois à temps plein, j'allais faire les 9 mois suivant en étant toujours dans l'entreprise, mais je ne travaillais plus. Ce sera donc le jour de mon départ qui se déroulera entre copains de travail et de luttes, autour du pot de l'amitié et de la paella. Nous serons une bonne centaine.

Je vais passer tout le mois d'octobre à manifester avec les copains contre la réforme des retraites de 2010.

Et le 26 octobre c'est le drame. Je reçois un coup de téléphone, m'annonçant qu'un jeune de l'atelier d'Ivry, avait été retrouvé mort, électrocuté sur la locomotive sur laquelle il intervenait. Je suis complètement bouleversé.

J'ai appelé le syndicat et leur ai demandé de faire un communiqué de presse car j'en suis incapable tellement je suis choqué. Stéphane était à mon départ en retraite. Sa jeune femme, enceinte de 6 mois va perdre son bébé, suite au choc psychologique provoqué par cet accident mortel du travail. Le lendemain je vais passer au boulot et les copains m'expliquent ce qui s'est passé.

Comment, alors qu'il ne reste plus beaucoup d'activité, un jeune peut-il mourir dans l'atelier ? Il a utilisé une clé surnuméraire qui lui a permis d'ouvrir le compartiment moteur alors que la machine était sous tension. La direction s'appuiera sur cette faute de sécurité pour tenter de se dédouaner de toute responsabilité. Mais un rapport d'expertise mettra en évidence que Stéphane, mécanicien de métier n'aurait pas dû faire ce type de visite, attribuée logiquement à un électricien comme le prévoit la réglementation SNCF, et comme cela se fait partout ailleurs.

De plus l'atelier d'Ivry s'étant vidé. Cela a fait éclater un fonctionnement collectif, faisant disparaître la transmission des règles de métiers et des savoirs faire de prudence.

Des carences sur sa formation sont aussi évidentes. La CGT, majoritaire au CHSCT, va mener à bien son enquête. Le CHSCT va demander à l'inspection du travail de porter plainte contre la direction, pour homicide involontaire. Mais aucun tract CGT informant les cheminots sur l'accident, n'est sorti et leurs a été distribué. Nous serons le seul syndicat à informer les cheminots de la région dans tous les services et tout au long de l'enquête. Nous avons un élu au CHSCT et nous maintenons par l'information une pression sur cette instance. Notre syndicat SUD Rail PRG a aussi porté plainte, ainsi que le père de Stéphane.

La SNCF va être reconnue coupable d'homicide involontaire et condamnée à 80 000 euros d'amende et à verser 25 000 euros au père de Stéphane. Le tribunal a estimé, que l'utilisation de la clé surnuméraire ne pouvait être seulement imputable à la seule responsabilité du salarié. Une majorité de cheminots en faisait usage, ce que ne pouvait ignorer l'encadrement. La SNCF ne fera pas appel, à notre grande surprise.

C'était pour nous le meilleur hommage que nous pouvions faire à notre camarade, qui a payé cher de sa vie, les mauvaises conditions de travail qu'on nous fait subir.

J'ai donc passé 34 ans à la SNCF. Une vie bien remplie avec de nombreuses luttes, et de grands moments de solidarité inoubliables.

Mais aussi avec toute la dureté de l'exploitation à laquelle il faut faire face au quotidien : les horaires décalés détruisant la santé, et bien des vies de famille ; L'aliénation due aux travaux pénibles et Répétitifs ; les dos cassés, les accidents du travail parfois mortels ; les copains qui sombrent dans l'alcool ; les fermetures de site : triage de Tolbiac, dépôt machine et triage de Juvisy, atelier de Vitry, puis la quasi fermeture d'Ivry; les licenciements déguisés en réforme médicale ou dans des procédures disciplinaires ; Le poids de la hiérarchie ; Les luttes défaites,

et la démoralisation que celles-ci finissent par engendrer, chez bien des travailleurs et même des militants.

C'est plus de 100 000 agents qui vont disparaître à la SNCF pendant ma vie active. Pour la plupart ce seront des départs en retraite qui ne seront pas remplacés. Mais ce sera autant d'emploi en moins disponible pour les plus jeunes qui rentrent sur le marché du travail.

Je suis resté au travail jusqu'au bout, restant un militant de terrain. Des camarades de travail, bien qu'hostiles à mes idées, disaient que j'étais un militant de conviction.

Avec bien des difficultés j'ai toujours fait passer l'intérêt collectif avant un quelconque intérêt personnel. Bien qu'en bas de l'échelle puisque j'étais manutentionnaire, j'ai gagné du respect et de la sympathie, aussi bien à l'atelier que chez les conducteurs, mais aussi je pense de certains dirigeants, même si de par leur position, ceux-ci ne l'affichaient moins.

Je suis très attaché à la démocratie et à la dignité ouvrière. Si comme tout le monde j'ai vendu ma force de travail pour vivre, j'ai tenu à garder ma tête. C'est cela je crois qui m'a guidé dans mes choix politiques. Si les idées socialistes internationalistes que je défends ne peuvent être que révolutionnaires, je ne me considère pas comme tel. Comment pourrions-nous devenir des révolutionnaires dans une période qui ne l'est plus depuis des décennies?

Je suis tout simplement un militant ouvrier combatif, conscient de ses intérêts.

Je ne suis plus organisé politiquement, bien que je reste proche des analyses politiques de Lutte Ouvrière.

Face aux patrons, les travailleurs doivent s'organiser syndicalement, mais ils doivent aussi se cultiver, se politiser, comprendre eux-mêmes leurs propres intérêts, combattre le corporatisme qui est, parmi d'autres, une division des travailleurs. Ils doivent acquérir une réelle conscience de classe. Je reste convaincu que les travailleurs ont s'ils s'unissent, la force et le poids économique pour changer la société, la prendre en main dans l'intérêt de tous, et redonner par là une perspective d'avenir.

« Le prolétariat doit envisager les événements du point de vue de la libération humaine, car l'émancipation des travailleurs est impossible, la liberté et le bien être ne peuvent durer « tant qu'il existera dans le monde un seul opprimé ». Barta 1942

Je ne peux terminer ce texte sans une pensée pour Daniel Vitry, décédé bien trop tôt, qui a su donner du sens à ma révolte, m'a aidé à avoir confiance en moi, et surtout m'a transmis l'idéal communiste. Et aussi une pensée pour Laurent Bannés, Dominique Larchet, Serge Torrano, des militants ouvriers honnêtes, aujourd'hui disparus, avec qui j'ai eu la chance de militer.

Je dois aussi beaucoup à l'organisation Lutte ouvrière, qui m'a donné une culture politique, et au groupe « L'ouvrier » dans lequel j'ai aussi beaucoup appris. Et cela malgré les déboires que j'ai pu avoir avec eux. Je suis d'ailleurs bien conscient que j'ai dans ces déboires, une part de responsabilité et que ceux-ci dénotent probablement des limites personnelles.

Automne 2017

*⁽¹⁾ L'aristocratie ouvrière est la base sociale de la bureaucratie ouvrière. C'est une vérité. Mais ce sont des aristocrates ouvriers qui m'ont gagné au socialisme. Et comment peut-il en être autrement? Tout progrès vient de la pensée, et celle-ci n'est pas accessible à tous. Pas par manque de capacité intellectuelle, mais par manque de temps disponible pour se poser des questions, lire, s'éduquer, acquérir le sens des responsabilités etc. Et dans cette société c'est dans la petite bourgeoisie et une partie de l'aristocratie ouvrière que cette disponibilité existe. Ceux-ci ont déjà des responsabilités au sein même de cette société. Ils ont un accès au savoir, n'ont pas de problème matériel qui te bouffent la vie, ont un travail moins fatiguant et aliénant que les autres couches sociales du prolétariat. Daniel était un aristocrate ouvrier. Pour bien des gens dont moi il apparaissait même comme un intellectuel, mais au service des intérêts collectifs, pas de ceux du patron. Et c'est cela qui nous donnait confiance en lui. Les premiers travailleurs qu'il a aidés et organisés étaient des manœuvres. Un copain ouvrier est influencé au départ par son milieu, et ce n'est pas le socialisme, mais la concurrence, l'aliénation, l'obéissance au chef, le mouchardage, l'exploitation subie et considérée comme normale par beaucoup. Un copain pour faire face à cela en y introduisant un peu d'esprit collectif a besoin d'aide de petits bourgeois ou aristocrate ouvrier qui lui apporte de la compréhension, de l'assurance. Mais ce dont je suis sûr aujourd'hui, c'est qu'on n'a pas besoin d'exigence, d'ordre bureaucratique, de résultat à tout prix. Barta disait : " La classe ouvrière n'a pas besoin de stratège, mais de militants ouvriers combattifs conscients de ses intérêts". C'est à cela à mon avis qu'un groupe socialiste doit se consacrer. Un parti ouvrier efficace aura besoin de toutes les catégories sociales, et de toutes les qualités et compétences individuelles. Celles-ci se mettront au service de l'intérêt collectif. Ce n'est pas la manière de militer (outil adapté ou autre) qui fait que nous ne touchons pas les couches les plus exploitées du prolétariat. Ce sont les conditions de vie et de travail de celles-ci qui les rendent moins accessibles à nos idées.

*⁽²⁾ J'ai aujourd'hui bien des doutes sur la forme et le fonctionnement d'un parti. Le but premier d'un militant est à mon sens la propagation de l'idéal communiste et non la construction d'un parti. Et cela même s'il est nécessaire d'être organisé, pour capitaliser les expériences, les transmettre et être mieux éclairé sur les événements politiques. Mais ce collectif ne doit être qu'un outil, un moyen et pas un but. Je pense aussi que celui-ci doit évoluer en tenant compte de la période, et surtout des dégâts faits par la contre-révolution stalinienne, en URSS, et ses conséquences dans le monde. Il nous faut ré-humaniser notre idéal, sali par des régimes dictatoriaux dits « communistes ». Ne doit-on pas se débarrasser de certains symboles devenus ceux de l'oppression pour bien des peuples ayant subis ces régimes? Le centralisme démocratique est-il une priorité dans une période où la classe ouvrière est quasi absente en tant que telle du combat pour l'émancipation sociale? Des tas de questions doivent émerger d'un collectif qui se donne comme tâche de changer le monde. Et cela exige une démocratie totale où des interrogations, des doutes et courants d'idées doivent pouvoir s'exprimer librement. Trop souvent l'autoritarisme (et ses dérives) s'impose sur la réflexion, l'échange, les expériences multiples et tout ce qui permet de progresser dans le respect de chacun, et de

s'auto-discipliner consciemment. Le niveau d'engagement de chacun doit être un choix personnel, déterminé par son propre niveau de conscience, et non par de quelconques pressions de dirigeants, de groupes, ou d'ordres bureaucratiques.